

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

Rennes, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREMONT ALLIANCE

25 FAUBOURG DES BALMETTES
74000 Annecy

Références : 2025/DREAL/SPPR/PA
Code AIOT : 0005500070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement ENTRE-MONT ALLIANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE DE BELLEVUE 22200 Saint-Agathon. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREMONT ALLIANCE
- ZONE INDUSTRIELLE DE BELLEVUE 22200 Saint-Agathon
- Code AIOT : 0005500070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine ENTREMONT ALLIANCE de St-Agathon est spécialisée dans le stockage, le traitement et la transformation du lait ou des produits dérivés du lait.

Elle réalise deux activités principales :

- une activité « Laiterie » avec la production de poudre de lait et de lactosérum concentré ;
- une activité « Fromagerie » avec la production d'emmental et de fromage à pâte pressée non cuite.

Le fonctionnement des installations et des équipements de production, et leurs annexes, est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2016, au titre de la rubrique principale n°3642-3, qui acte sa soumission à la directive sur les émissions industrielles (dite IED).

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les équipements sous pression du site sont suivis par des entreprises différentes : certains groupes froids sont suivis par Matal, d'autres par Clauger et les équipements relevant du régime général par l'APAVE. Le regroupement de ces informations n'a pas été toujours centralisé par l'exploitant.

La personne en charge de ces équipements au sein de la société Entremont n'est pas en poste depuis longtemps. En conséquence, l'inspection constate un suivi qui n'est ni complet, ni suffisant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Vérification du dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Contrôle du plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
6	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des ESP n'est à ce stade pas suffisant bien que des bases aient été posées à l'origine. La liste doit être corrigée et complétée avec soin afin de garantir un suivi des contrôles. Et notamment leur réalisation dans les échéances réglementaires., ce qui n'est pas le cas actuellement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.</p>
<p><u>Constats :</u></p> <p>La liste des ESP a été transmise par l'exploitant.</p> <p>- Cette liste indique des retards sur l'inspection periodique de 2 équipements:</p> <p style="padding-left: 20px;">* L' Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n ° 743</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un rendez-vous avec l'APAVE avait été pris le 2 avril 2025 pour effectuer cette inspection periodique. Suite à ce contrôle , l'exploitant nous a bien transmis l'attestation d'IP le 7 avril 2025</p> <p style="padding-left: 20px;">* le récipient d'air PAUCHARD n ° P6426. :</p> <p>L'exploitant nous a déclaré que le récipient d'air Pauchard P6426 avait été démantelé de l'installation.</p>

Il est donc demandé à l'exploitant de nous transmettre les documents attestant du démantèlement du récipient d'air Pauchard P6426

- Des indications sont manquantes ou erronées dans les colonnes suivantes:
désignation de l'appareil, type d'équipement, année de fabrication, fluide des groupes frigo, régime de surveillance, date des dernier et prochain contrôle.

Il est demandé à l'exploitant de corriger ces indications dans la liste

- Dans la liste, il est indiqué que l'évaporateur ALFA LAVAL 30109-49912 est suivi en exploitation selon le chapitre C du CTP frigo or il est indiqué dans le plan d'inspection qu'il est suivi selon le chapitre B.

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la liste des ESP et que ce soit en concordance avec les différents plans d'inspections

L'inspection a également mis en évidence que certains équipements n'avaient pas été recensés dans les équipements sous pression du site notamment des filtres Donaldson trouvés lors de la visite sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour et corriger la liste des équipements sous pression après avoir effectué un recensement du site et de la transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Vérification du dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I

Thème(s) : Risques accidentels, contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication: - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle; - l'identification des accessoires de sécurité et

leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation: - pour tous les équipements: - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection; - pour les tuyauteries soumises

Constats :

L'inspection a contrôlé par sondage les dossiers d'exploitations de 5 équipements

- Cuve air comprimé RONOT n° 9917
- Compresseur n°3 Air Com 30756*30765
- Séparateur d'huile CP3 YORK n° 716328
- Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002
- Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n° 743

L'inspection a constaté l'absence des documents suivants:

- **la déclaration de mise en service pour le Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002**
- **la déclaration de conformité ou état descriptif pour Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n° 743**
- **la déclaration de conformité, la déclaration de mise en service, le contrôle de mise en service, le registre pour la cuve d'air comprimé RONOT n° 9917 ainsi que la déclaration de conformité pour la soupape n°017209141 installée sur cette cuve.**
- **la déclaration de conformité, la dernière inspection périodique , la dernière requalification périodique et le registre pour le Compresseur n°3 Air Com 30756*30765**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre ces dossiers à jour et de transmettre ces documents à l'inspection sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comprises selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique.

dique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

L'inspection a contrôlé par sondage 5 équipements, la vérification des échéances de l'inspection périodique des équipements suivants a été réalisée:

- Cuve air comprimé RNOT n° 9917
- Compresseur n°3 Air Com 30756*30765
- Séparateur d'huile CP3 YORK n° 716328
- Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002
- Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n° 743

L'exploitant a présenté les rapports d'inspection périodique des équipements suivants:

- Cuve air comprimé RNOT n° 9917
- Séparateur d'huile CP3 YORK n° 716328
- Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002

L'exploitant a déclaré que l'équipement Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n° 743 n'avait pas été présenté à une inspection périodique depuis 2018. Une inspection a été programmée avec l'APAVE le 02/05/2025. Suite à ce contrôle, l'exploitant a transmis le rapport d'IP à l'inspection.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport d'inspection périodique du compresseur n°3 Air Com 30756*30765

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'attestation d'IP relative au compresseur n°3 Air Com 30756*30765 sous 1 mois et de réaliser les IP en temps voulu à l'avenir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, tri-chlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbone (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><u>Constats :</u></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage les échéances de la requalification périodique des 5 équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cuve air comprimé RONOT n° 9917 - Compresseur n°3 Air Com 30756*30765 - Séparateur d'huile CP3 YORK n° 716328 - Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002 - Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n° 743 <p>L'exploitant a présenté les rapports de requalification périodiques de tous les équipements de plus de 10 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-I
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi en service avec plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.</p>
<p><u>Constats :</u></p> <p>Il existe un plan d'inspection pour chacun des trois systèmes frigorifiques différents au sein du site Entremont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PI n° PI/6669-2 CH1 1/001 Indice A qui gère les actions de surveillance relatif au système frigorifique mis en service en 2023 fonctionnant au CO2 et rédigé par CLAUGER en mars 2023 - le PI n°PI/6669-1 CH1 1/001 Indice A qui gère les actions de surveillance relatif au système frigorifique mis en service en 2023 fonctionnant à l'ammoniaque et rédigé par CLAUGER en mars 2023 - le PI appelé PI SDM Eau Glacée NH3 qui gère les actions de surveillance relatif au système frigorifique fonctionnant à l'ammoniac et rédigé par MATAL en septembre 2021 et approuvé par l'APAVE en septembre 2024. <p>Le PI SDM Eau Glacée NH3 comporte des dates de périodicité qui ne concordent pas avec le CTP frigo utilisé dans ce plan d'inspection. En effet, le CTP systèmes frigorifiques stipule que:</p> <p>"Lorsqu'un système frigorifique comporte plusieurs récipients suivis en exploitation selon le présent chapitre C, la fréquence maximale à prendre en compte est la fréquence correspondant aux récipients suivis selon le présent chapitre C de catégorie la plus élevée."</p> <p>Or concernant le plan d'inspection de ce système frigorifique, nous avons des équipements suivis selon le chapitre C du CTP systèmes frigo dont la périodicité sont parfois de 24 mois et parfois de 48 mois.</p>
<p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de corriger ces dates dans le plan d'inspection PI SDM Eau Glacée NH3 ainsi que dans la liste des équipements sous pression et de transmettre ce plan d'inspection corrigé sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p><u>Constats :</u></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage le marquage de la requalification periodique des équipements suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cuve air comprimé RONOT n° 9917 - Compresseur n°3 Air Com 30756*30765 - Séparateur d'huile CP3 YORK n° 716328 - Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002 - Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n° 743 <p>Le Compresseur n°3 Air Com 30756*30765 de 2017 et le Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002 de 2020 ont moins de 10 ans, ils n'ont donc pas été marqués.</p> <p>Le marquage du Séparateur d'huile CP3 YORK n° 716328 a été apposée par étiquette sur le pied de la bouteille BP1 (marquage réalisé sur l'ensemble comme décrit dans le rapport de RP)</p> <p>Le marquage de la Cuve air comprimé RONOT n° 9917 du 27/03/2018 a été vérifié et n'appelle pas de remarque</p> <p>Le marquage correspondant aux requalifications periodiques sur l'Evapo n°3 cyclone LAGUILHARE n° 743 n'était pas visible le jour de l'inspection, la plaque était particulièrement sale et difficilement lisible. L'exploitant s'est engagé à réaliser un nettoyage avant la procédure d'inspection periodique. Le technicien de l'APAVE ayant effectué l'inspection periodique du 2 avril 2025 de cet équipement a déclaré que le marquage sur l'équipement était lisible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
--

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p><u>Constats :</u></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage les accessoires de sécurité des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cuve air comprimé RONOT n° 9917 - Séparateur d'huile CP3 YORK n° 716328 - Condenseur FRITERM 2020/0723 02 002 <p>Il a été demandé pour chaque équipement , la déclaration de conformité et le certificat de tarage des soupapes.</p> <p>Concernant la Cuve air comprimé RONOT n° 9917, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la déclaration de conformité de la soupape n° 017209141.</p> <p>Pour les autres équipements, il a présenté les déclarations de conformité de chaque soupape. Les pressions d'ouverture de ces soupapes étaient conformes aux pressions prévues dans la documentation du fabricant.</p> <p>Les n° de série ont été vérifiés sur place sur chaque équipement.</p>
<p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois la déclaration de conformité de la soupape de la cuve à air comprimé RONOT n° 9917.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois